

Christian Pineau, 1956, Suez

Légende: Vingt ans après l'événement, Christian Pineau, ancien ministre français des Affaires étrangères, fait le point sur les conséquences de la crise de Suez au Royaume-Uni, en France, en Union soviétique et aux États-Unis.

Source: PINEAU, Christian. 1956, Suez. Paris: Robert Laffont, 1976. 232 p. (Le temps des révélations). p. 188-195.

Copyright: (c) Robert Laffont

URL: http://www.cvce.eu/obj/christian_pineau_1956_suez-fr-4606f9ba-8544-49e1-bbb2-5313968f8f2c.html

Date de dernière mise à jour: 01/03/2017



[...]

C - LA GRANDE-BRETAGNE

On a écrit que, pour la Grande-Bretagne, l'expédition de Suez mettait un terme à son influence sur l'Égypte. Ce n'est que partiellement exact car, cette influence, elle l'avait déjà en grande partie perdue. Le départ des troupes britanniques avait été accueilli comme une délivrance, la fin d'une ère coloniale. L'Angleterre restait sans doute un bon client pour le coton égyptien mais elle n'était plus capable d'installer au Caire des hommes à sa dévotion. Si Nasser avait été renversé, comme l'espérait Anthony Eden, il n'aurait pas été remplacé par un Neguib mais probablement par un militaire plus pondéré et aussi soucieux que le Raïs de l'indépendance de son pays.

Perte de prestige? Sans aucun doute! Mais, peut-on, après Bandoeng, considérer le prestige d'un pays sous le même angle qu'autrefois ? Le temps n'est plus où ce que l'on appelait une « grande puissance » pouvait considérer toute atteinte portée à l'un de ses nationaux ou à ses biens comme attentatoire à son orgueil. En dehors des États-Unis et de l'Union soviétique, aucune puissance dans le monde ne peut plus faire valoir ses droits, même légitimes, en déplaçant un bataillon de fusiliers marins ou en tapant du poing sur la table d'une conférence.

Au mot « influence » a succédé dans le monde le mot « prestige ». Il se résume en quantités mesurables: appui financier, fourniture d'armements, assistance technique, contrats commerciaux.

L'affaire de Suez, pénible pour l'amour-propre britannique, n'a donc pas changé grand-chose à une situation politique de fait.

Quant à la fermeture du Canal, elle devait être rapidement compensée par la construction de tankers de plusieurs centaines de milliers de tonnes, capables, en passant par le cap de Bonne-Espérance, de transporter le pétrole du Moyen-Orient dans des conditions financières plus avantageuses qu'en utilisant le Canal. Celui-ci trop étroit, ne pouvait d'ailleurs laisser passer que des navires de faible et de moyen tonnage. Sa réouverture ultérieure ne pouvait devenir rentable qu'à la condition d'entreprendre de grands travaux destinés à en augmenter le tirant d'eau.

En fait la conséquence la plus notable de l'affaire de Suez pour la Grande-Bretagne a été le relâchement de ses liens avec les États-Unis. Une solidarité plus qu'étroite avait été rompue. Cela ne devait être oublié ni d'un côté ni de l'autre de l'Atlantique.

D - LA FRANCE

Une partie des considérations qui précèdent est valable pour la France.

Il faut ajouter, au passif du bilan que j'essaie de dresser, la perte, au moins provisoire, de positions auxquelles nous étions légitimement attachés. C'est là un point que je me garderai de sous-estimer. Si nous n'avions rien à attendre de Nasser, nous entretenions en revanche avec l'Égypte des relations traditionnelles, culturelles et commerciales, empreintes de sympathie mutuelle. Aussi me garderai-je de critiquer ceux de mes successeurs qui ont tenté de renouer lesdites relations, dans la mesure où ils ne l'ont pas fait au détriment d'Israël.

Ce n'est pas là le point qui traumatisait l'opinion française. Celle-ci se demandait surtout si l'échec de l'expédition de Suez aurait ou non des conséquences déterminantes sur l'évolution de l'affaire algérienne.

Je m'excuse de revenir une fois de plus sur ce point, sur lequel les hommes politiques et les historiens ne se sont jamais mis d'accord. Si l'on considère que Nasser a été le centre d'un vaste complot tendant à éliminer la France d'Afrique du Nord, s'il est vrai que son appui matériel et moral a soutenu le F.L.N. et participé

largement à sa victoire finale, l'échec de l'expédition de Suez a contribué pour une part à notre défaite en Algérie. Toutefois, si nous avons laissé passer sans réagir la nationalisation du Canal et abandonné Israël, le résultat n'aurait pas été meilleur. Au contraire le triomphe de Nasser eût été plus complet.

Si l'on considère à l'inverse, ce qui fut toujours mon avis, que, si l'Egypte a pu être une base de soutien au F.L.N. en vertu de la solidarité du monde arabe, elle n'a jamais détenu la clef du problème, il faut chercher ailleurs les raisons de l'abandon de l'Algérie.

Il faut d'abord rapprocher celui-ci de la perte de l'Indochine et puisque nous avons évoqué le problème du « prestige », il n'est pas douteux que la France a perdu le sien bien davantage à Diên Biên Phu qu'à Port-Saïd.

La vérité est qu'il est des guerres coloniales impossibles à gagner si l'on a contre soi les populations concernées. L'expérience américaine au Viêt-nam, plus cruelle encore que celle de la France, l'a démontré avec éclat. Ce ne sont pourtant pas les moyens matériels et financiers qui ont manqué aux Etats-Unis.

Dans le cas de la France, l'Indochine et surtout l'Algérie n'étaient pas de simples protectorats; beaucoup de Français de souche y vivaient, y avaient créé des familles et étaient passionnément attachés à ces pays. Malheureusement ils ne se sont pas adaptés à l'esprit nouveau régnant dans le monde depuis la Seconde Guerre mondiale et concrétisé à Bandoeng.

Les efforts du gouvernement Guy Mollet ne tendaient pas seulement à obtenir une victoire militaire sur le F.L.N. Si nous avions entrepris une négociation avec les rebelles, en plein milieu des combats, ce n'était pas pour tirer dans le dos de nos troupes mais parce que nous connaissions l'impossibilité de conserver l'Algérie dans son état colonial. Une population européenne minoritaire ne pourrait jamais dicter éternellement sa loi à une population arabe et berbère majoritaire ; il fallait par conséquent trouver un système nouveau de cohabitation, seul capable de garantir leur patrie aux Algériens d'origine française.

Nous n'avons pas été compris par les pieds-noirs. Ceux-ci, avec des complicités douteuses, ont choisi une autre voie. Ils ont payé très cher leur erreur.

Dans ce drame, l'affaire de Suez reste un incident incapable d'en modifier l'issue.

En revanche, l'échec franco-britannique a eu des conséquences heureuses et inattendues sur le déroulement des discussions de Bruxelles relatives au Marché commun.

J'en ai pris conscience pour la première fois lors de la fameuse visite de Conrad Adenauer à Paris, le 6 novembre.

Parmi les commentaires auxquels se livra le chancelier dans le bureau de Guy Mollet, j'ai retenu ces paroles : « La France et l'Angleterre ne seront plus jamais des puissances comparables aux Etats-Unis et à l'Union soviétique. L'Allemagne non plus d'ailleurs. Il leur reste donc un seul moyen de jouer dans le monde un rôle décisif, c'est de s'unir pour faire l'Europe. L'Angleterre n'est pas mûre mais l'affaire de Suez contribuera à y préparer les esprits. Nous, nous n'avons pas de temps à perdre : l'Europe sera votre revanche. »

Ce raisonnement, beaucoup de parlementaires qui avaient rejeté la C.E.D. le tinrent également et cela devait nous permettre de mener à bien la tâche difficile de faire ratifier le futur traité de Rome.

Non seulement l'Europe gagna des partisans mais certains de ceux qui n'auraient pas accepté un traité sans la Grande-Bretagne trouvèrent dans le même temps une raison de changer d'avis.

La même évolution devait se produire à retardement en Grande-Bretagne pour des raisons voisines.

Ainsi l'Europe, contrairement à mes craintes initiales, gagna sur tous les tableaux.

En réalité la principale- victime de l'affaire fut le pacte Atlantique. Ce que nous appelions alors, employant une terminologie excessive, « la trahison américaine » devait avoir des conséquences désastreuses pour nos relations avec les Etats-Unis.

Si le général de Gaulle a pu trouver tant d'échos en décidant de retirer les troupes françaises de l'OTAN pour se rapprocher de l'Union soviétique c'est moins parce que l'opinion publique était sensible à la notion d'indépendance que parce qu'elle avait perdu confiance dans la valeur des engagements américains. Si nos alliés nous avaient lâché dans des circonstances difficiles, sinon dramatiques, ils étaient capables de le faire à nouveau si l'Europe à son tour se trouvait menacée. Raisonement abusif sans doute mais psychologiquement explicable!

L'affaire de Suez avait fait oublier aux Français le débarquement en Normandie et le plan Marshall.

E - L'UNION SOVIÉTIQUE

Grâce à la manière magistrale dont le Kremlin avait manœuvré, l'Union soviétique était gagnante sur presque tous les tableaux. Si elle n'avait pas prévu les conséquences favorables des événements du Moyen-Orient sur l'évolution des discussions de Bruxelles, elle avait du moins réussi à porter un coup décisif au pacte Atlantique faisant peser sur les Américains la responsabilité de l'échec de Port-Saïd. Elle avait aussi fait passer au second plan devant l'opinion mondiale l'expédition de Budapest dont elle n'avait pas lieu d'être fière.

Elle avait surtout remporté un succès au Moyen-Orient en s'octroyant le bénéfice du soutien diplomatique apporté à Nasser. Elle renforçait, grâce à l'Égypte, sa présence en Méditerranée et il pouvait craindre qu'elle n'ait enfin réalisé aux dépens de l'Occident le vieux rêve des tsars.

Pourquoi aurait-elle cherché à détruire Israël? L'existence de l'Etat hébreu constituait pour elle un élément de négociation avec les Etats-Unis, sans l'empêcher pour autant de vendre aux Etats arabes des armes précisément destinées à cette destruction.

Malgré ces avantages, apparemment définitifs, l'Union soviétique n'a pas pu ou n'a pas su, au cours des années suivantes, exploiter cette situation. On peut trouver à cet échec relatif au moins deux raisons:

La première est qu'elle ne renonce jamais, dans ses visées expansionnistes, à l'aspect idéologique de sa propagande. Elle exporte sa conception du marxisme comme un produit manufacturé et la propose sans cesse à l'adhésion populaire. Si cette méthode s'est révélée payante en Extrême-Orient, où les religions jouent un rôle passif, elle ne s'est jamais conciliée avec la religion musulmane, étroitement imbriquée dans l'existence quotidienne et les mœurs de ses fidèles et comportant un grand nombre d'obligations morales et de règles de vie. En Egypte notamment, les Soviétiques n'ont pas su se mêler à la population, la comprendre ni la convaincre. Ils sont restés, encore plus que les Anglais, un corps étranger.

La seconde est qu'elle ne dispose pas de devises étrangères en quantité suffisante pour accorder aux pays qu'elle désire aider les crédits à long terme nécessaires pour se libérer de leurs dettes. Les armes vendues à l'Égypte et gaspillées dans le désert du Sinaï, elle les a non seulement vendues au prix fort mais elle en a réclamé le règlement intégral que Nasser était bien incapable d'opérer.

Malgré cette carence, l'U.R.S.S. accepta néanmoins, non sans répugnance, et pour ne pas perdre le bénéfice escompté de sa première intervention, de réarmer une seconde fois l'Égypte. Quand, onze ans plus tard, au cours de la guerre des Six Jours, l'armée israélienne captura ou détruisit une fois de plus le matériel soviétique, les Russes se trouvèrent débordés.

Il ne leur était plus possible de réarmer une troisième fois leur allié sans un règlement préalable des fournitures antérieures. Dès lors les relations se tendirent entre les deux pays; la mort de Nasser acheva de les compromettre.

Enfin, dans cette guerre que se font depuis des années l'Union soviétique et les Etats-Unis par peuples interposés et sous les couleurs de la détente, la région du Moyen-Orient fut l'objet entre eux d'une partie nulle, celle-ci ayant coûté fort cher aux intéressés.

F - LES ÉTATS-UNIS

Pendant quelque temps, pas plus de quelques mois, les Américains furent convaincus d'avoir remporté un grand succès à Suez et d'avoir agi au mieux de leurs intérêts. Débarrassés au Moyen-Orient des Français et des Britanniques, ils étaient assez satisfaits de n'avoir plus affaire qu'aux seuls Soviétiques.

Tout se passe comme si les deux grandes puissances éprouvaient quelque satisfaction à se trouver seules l'une en face de l'autre, fût-ce pour se combattre. Tout se passe comme si elles avaient établi les règles d'un jeu complexe, dont leurs populations respectives ne font jamais les frais, et comme si elles redoutaient par-dessus tout l'intervention de tiers susceptibles de violer ces règles. Quand, quelques années plus tard, la diplomatie gaulliste cherché à réintroduire la France dans les négociations sur le Moyen-Orient, Américains et Russes ont été d'accord pour lui opposer un méprisant silence.

Même à l'ONU, où la propagande reprend tous ses droits, les oppositions américano-soviétiques répondent à des règles de conciliation et de bienséance que n'observent pas, par exemple, les Chinois.

Donc, le 7 novembre 1956, les Américains sont satisfaits. Eisenhower vient d'être réélu président des Etats-Unis. Si la santé de Foster Dulles n'est pas brillante, on ne sait pas encore à quel point elle est compromise. Les pétroliers sont enchantés ; ils se croient maîtres du Moyen-Orient et les cours des actions des compagnies montent en bourse. Le « lobby Rountree », pro-égyptien, triomphe au département d'Etat du « lobby européen ».

Comment cet optimisme, que tous les faits devaient démentir par la suite, a-t-il pu déferler ainsi sur les Etats-Unis? Les hommes d'Etat et les diplomates américains ne sont pas inférieurs en qualité et en formation à leurs homologues européens. Leurs services de renseignement passent pour être les premiers du monde. Leur puissance financière et leur prospérité économique sont à leur comble. Pourtant ils font des erreurs d'appréciation monumentales, comme celles qu'ils devaient commettre quelques années plus tard au Viêt-nam. On les croirait incapables d'analyser objectivement une situation, même s'ils en sont les maîtres.

Cela tient au fait que les Américains sont victimes d'un effarant complexe de supériorité. Non seulement ils ont confiance en eux-mêmes mais ils n'ont confiance qu'en eux. Ils constituent la seule nation au monde à avoir découvert Dieu et à s'être mis d'accord avec lui, à bénéficier d'une morale civique qu'ils croient rigoureuse, alors qu'elle est celle de l'argent, à assurer à leur peuple, grâce à la libre entreprise, un niveau de vie supérieur à celui de tous les autres. Donc ils ne peuvent pas se tromper. S'ils se trompent néanmoins, ils en sont d'autant plus surpris que leurs ordinateurs sont incapables de leur expliquer en quoi et pourquoi ils ont commis une erreur.

Nous reviendrons sur les événements qui se sont passés à New York au début du mois de mars 1957. A cette époque Foster Dulles et le département d'Etat étaient déjà revenus à une conception plus modeste du « succès américain » dans l'affaire de Suez.

Au bout de quelques années, devant les chantages exercés par certains Etats arabes sur l'Union soviétique et les Etats-Unis pour obtenir leur aide, devant les nationalisations des compagnies pétrolières puis la hausse du prix du pétrole, devant les menaces persistantes pesant sur Israël, les Américains ont fini par comprendre que, dans l'affaire de Suez, ils s'étaient rangés de leur plein gré parmi les vaincus.

Fait curieux! Foster Dulles, le premier, me confia ses doutes, quelques mois plus tard.

C'était un soir d'été à Washington. Sa femme et lui m'avaient invité à dîner dans la plus stricte intimité. Après le repas nous nous étions installés tous les deux dans le jardin. Déjà la fatigue se lisait sur les traits du secrétaire d'Etat. Il était condamné et il le savait. Pourtant il aimait encore ces conversations personnelles où

des amis se confient ce que les diplomates n'osent pas se dire.

Il évoqua d'abord longuement le cas de son fils qui venait d'entrer dans la compagnie de Jésus. Cette conversion troublait profondément sa conscience de chef des Eglises réformées américaines. Nous parlâmes de Dieu, des religions, de l'immortalité de l'âme. Il fut tout surpris, presque bouleversé, quand je lui confiai que j'étais loin d'être un athée et que mes préoccupations rejoignaient parfois les siennes.

Puis, après un long silence, au cours duquel chacun d'entre nous suivit le cours de ses réflexions, il m'avoua soudain, sans que je lui aie rien demandé, avec la lucidité des hommes qui vont bientôt mourir:

A Suez, nous nous sommes trompés. C'est vous qui aviez raison!

[...]